

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CH.4/1983/55
28 février 1983
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-neuvième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 23 février 1983 adressée au Président de la trente-neuvième session de la Commission des droits de l'homme par le représentant des Pays-Bas à la trente-neuvième session de la Commission

En ma qualité de représentant des Pays-Bas à la trente-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, je voudrais appeler l'attention des membres de la Commission sur la situation alarmante des droits de l'homme au Suriname.

Le Gouvernement néerlandais est d'avis que la situation qui s'est créée au Suriname au cours des trois dernières années, et en particulier les événements qui s'y sont produits ces deux derniers mois, requièrent l'attention de la Commission.

Dans la nuit du 7 au 8 décembre 1982, plusieurs personnalités ont été arrêtées à Paramaribo par le régime militaire en place au Suriname. Le 9 décembre, on a appris que 15 d'entre elles étaient mortes. Le régime militaire affirme qu'elles ont été abattues alors qu'elles tentaient de s'enfuir. Or, selon les renseignements dont le Gouvernement néerlandais a eu connaissance à l'époque, il était évident qu'elles avaient été torturées, puis froidement achevées.

Pour donner suite à la demande de renseignements sur la question des exécutions sommaires ou arbitraires que le Secrétaire général lui a adressée conformément à la résolution 1982/35 du Conseil économique et social, le Gouvernement néerlandais, a décidé, le 23 février 1983, de lui transmettre le rapport que le Comité des droits de l'homme créé par les avocats néerlandais a rédigé sur les "événements qui se sont produits à Paramaribo (Suriname) entre le 8 et le 13 décembre 1982 : mort violente de 14 Surinamais et d'un Hollandais". Le Gouvernement néerlandais estime que le rapport rend fidèlement compte des événements et il souscrit pleinement à ses conclusions, qui correspondent à sa propre évaluation de ces tragiques événements.

Au nom du Gouvernement néerlandais, je vous demande de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et le rapport du Comité susmentionné qui y est joint en tant que document officiel de la trente-neuvième session de la Commission des droits de l'homme à examiner au titre du point 12 de l'ordre du jour.

Annexe

EVENEMENTS QUI SE SONT PRODUITS A PARAMARIBO (SURINAME)
ENTRE LE 8 et le 13 decembre 1982 : mort violente de
14 Surinamais et d'un Hollandais

Rapport du Comité des droits de l'homme créé par les avocats néerlandais

Président : Chris de Cooker

Secrétaire : Charles Moons

Leiden, le 14 février 1983

Hugo de Grootstraat 27

INTRODUCTION

Le présent rapport rend compte des événements qui se sont produits à Paramaribo (Suriname) entre le 8 décembre 1982, 2 heures du matin, et le 13 décembre 1982, 5 heures de l'après-midi. Il décrit les circonstances dans lesquelles 14 Surinamais et un Hollandais ont été arrêtés, assassinés et enterrés. Il montre qu'ils ont été cruellement torturés avant d'être délibérément assassinés.

Le rapport rassemble les déclarations de témoins oculaires, tels que des membres de la famille des victimes et des personnes qui ont été mêlées aux événements en raison de leur profession - des médecins, par exemple. Comme l'indique le rapport, des centaines de personnes ont vu les corps des victimes. On a parfois utilisé des renseignements provenant de sources indirectes dignes de foi qui corroboraient les dires de témoins oculaires ou qui étaient confirmés par les dires de témoins oculaires.

Le nom des témoins ne peut pas être révélé pour des raisons évidentes. De plus, il a été jugé bon de fonder les déclarations pour qu'aucune d'elle, même anonyme, ne permette d'identifier qui que ce soit. Pour garantir encore l'anonymat, tous les témoins n'ont pas été entendus. Sauf indication contraire, tous les faits exposés plus loin sont fondés sur les déclarations d'au moins deux personnes n'ayant aucun lien entre elles. Toutes les déclarations ont été recueillies indépendamment les unes des autres et dans des lieux différents. Les déclarations signées ont toutes été déposées auprès du juge Hugo Pos, vice-président de la Cour d'appel de La Haye. Le juge Pos et M. Jos Kapteyn, membre du Conseil d'Etat néerlandais, certifient plus loin que le résumé ci-après est un compte rendu fidèle des faits tels qu'ils ont été exposés dans les déclarations.

Ces événements ne sont pas isolés. D'autres renseignements seront donnés sur les violations des droits de l'homme au Suriname dans un deuxième rapport, qui doit paraître ultérieurement.

Le N.J.C.M. tient à rendre hommage aux témoins pour avoir bien voulu coopérer avec lui dans ces circonstances pénibles et difficiles. Il tient aussi à remercier de sa collaboration le Centre d'étude et d'information pour les droits de l'homme (SIM) d'Utrecht.

Je, soussigné, Hugo Pos, vice-président de la Cour d'appel de La Haye, déclare que le rapport ci-après est un résumé fidèle de plus d'une dizaine de déclarations faites par écrit par des témoins des événements qui y sont décrits. Les déclarations proprement dites et les conclusions qui en sont tirées dans le résumé sont, à mon avis, dignes de foi.

Amsterdam, le 14 février 1983

Amsterdam, le 14 février 1983

(signé) Hugo Pos

Je, soussigné, Jos Kapteyn, membre du Conseil d'Etat néerlandais, déclare que le rapport ci-après est un résumé fidèle de plus d'une dizaine de déclarations faites par écrit par des témoins des événements qui y sont décrits. Les déclarations proprement dites et les conclusions qui en sont tirées dans le résumé sont, à mon avis, dignes de foi.

La Haye, le 14 février 1983

(signé) Jos Kapteyn

LES EVENEMENTS

Le 8 décembre 1982, vers 2 heures du matin, un certain nombre de personnes à Paramaribo ont été tirées de leur lit et arrêtées. Il s'agissait de quatre journalistes, quatre avocats, dont le doyen de l'ordre, deux professeurs, deux hommes d'affaires, deux officiers de l'armée de terre et un dirigeant syndicaliste. Leurs noms figurent à la page 9.

Des témoins ont déclaré que lors de l'arrestation de Baboeram et de Kamperveen par les miliciens, ceux-ci ont tiré à l'aveuglette et lancé des grenades. Les deux intéressés ont été entraînés dans des véhicules militaires et emmenés sans même avoir pu s'habiller. La maison de Kamperveen en particulier a subi des dégâts considérables. Les murs ont été criblés de balles et un trou béant a été creusé dans le mur extérieur de la chambre à coucher du premier étage.

Dans chacune des maisons où il a été procédé à une arrestation, trois soldats au moins ont fait irruption. Dans certains cas les fils téléphoniques ont été arrachés. Les membres restants de la famille se sont vus interdire tout contact avec le monde extérieur par les militaires qui ont monté la garde devant chaque maison jusqu'à 6 heures ou 6 h et demie du matin.

Aucune des maisons n'a été perquisitionnée.

Dans certains cas, les groupes chargés de l'arrestation sont repartis les mains vides, sans avoir trouvé la personne qu'ils cherchaient.

Toutes les personnes arrêtées ont été emmenées au quartier général des forces armées, à Fort Zeelandia. Rambocus, qui avait récemment été condamné par la Cour martiale pour sa participation à la tentative de coup d'état de mars 1982, y a été amené de la caserne Memre Boekoe par Boereveen et Rietveld, cependant que Sheombar, lui aussi récemment condamné, y a été de la prison de Santo Boma, à quelque 20 km de là, par Stolk, directeur de la prison et membre de la Cour martiale, et deux membres de la police militaire.

A 3 h 45 du matin environ, des coups de feu ont été entendus, dont, très probablement, des tirs de bazooka. Peu après, des incendies se déclaraient dans un certain nombre de bâtiments : la station de radio ABC (créole), la maison d'édition Lionarons, où était imprimé "De vrije Stem" ("La voix libre") ainsi que le siège du Moederbond, le principal syndicat du Suriname. Un peu plus tard, la station de radio Radika (hindoustanie) était elle aussi la proie des flammes.

Il semble, d'après les enregistrements existants des conversations téléphoniques échangées entre le quartier général des pompiers, les voitures des pompiers et la police, ainsi que les déclarations de témoins oculaires, que l'armée ait été à l'origine de ces incendies. Peu après le début des incidents, les escouades de pompiers dépêchées sur les lieux firent savoir qu'elles n'étaient autorisées à éteindre les incendies "que sur ordre du commandant". Elles étaient en tout état de cause empêchées de lutter contre le feu par les militaires, armés de mitraillettes uzi, que dirigeaient les adjutants Esajas et Roozendaal.

Ce n'est que plus tard que le lieutenant Verhaag (ou Terhagg) a nié que le commandement suprême eût donné l'ordre de ne pas combattre les incendies, et qu'on laissa les pompiers éteindre ce qui n'était plus que cendres ardentes.

A 7 heures, la radio annonça que le commandant Bouterse et l'armée étaient intervenus pendant la nuit "pour empêcher des dégâts encore plus graves" et communiqua officiellement qu'un nombre non spécifié de personnalités avaient été arrêtées.

Les familles des personnes arrêtées sont restées pendant longtemps dans l'incertitude quant à leur sort et à l'endroit où ils se trouvaient. Ceux qui ont fait des recherches ont été renvoyés de Fort Zeelandia à la caserne Memre Boekoe et vice versa.

On ignore à peu près tout de ce qui est arrivé aux personnes arrêtées pendant la journée et la soirée en question. Tous les témoignages dont on dispose indiquent qu'on les a obligées à rester debout toute la journée dans la cour (presque) nus, et qu'elles ont été torturées, comme on le verra ci-après.

A partir de 17 heures environ le bruit se répandit que Kamperveen et Slagveer allaient faire une déclaration à la télévision dans la soirée. Le soir même, la télévision d'Etat du Suriname annonça que deux des personnes arrêtées feraient une déclaration vers 20 heures; la diffusion en fut reportée à plusieurs reprises.

Vers 21 heures, le lieutenant-colonel Desi Bouterse déclara à la télévision que les militaires étaient intervenus la nuit précédente et avaient déjoué une tentative de coup d'état. Après avoir indiqué qu'un certain nombre de personnes avaient été arrêtées, il annonça les mesures suivantes : 1) imposition d'un couvre-feu; 2) fermeture des frontières et de l'espace aérien; 3) restriction du droit d'assemblée; 4) fermeture d'un certain nombre de stations de radiodiffusion privées et interdiction de certains journaux; 5) fermeture de l'université. Peu après, l'une des personnes arrêtées, Slagveer, apparut à la télévision en compagnie du commandant Roy Horb. Slagveer avait en particulier le côté gauche du visage enflé. Il reconnut que des préparatifs avaient été entrepris en vue d'un coup d'état et donna les noms de ses complices. L'émission a brusquement été interrompue. Ces mêmes aveux ont été répétés à la radio officielle, suivis dans ce cas par une déclaration analogue de Kamperveen, faite d'une voix brisée.

A l'aube du 9 décembre, des coups de feu, notamment des tirs de mitraillettes et d'armes lourdes, ont été entendus dans différents secteurs de Paramaribo. Il n'est pas exclu que ces tirs aient eu pour but de camoufler les exécutions à Fort Zeelandia. Le "Ware Tijd" ("Le vrai temps"), seul journal autorisé à paraître, parla d'un exercice militaire couronné de succès.

Vers 7 heures, le bruit se répandit que deux soldats en fuite avaient été abattus. Dans le courant de la matinée, vers 11 heures, un camion de l'armée de couleur bleue, arriva à la morgue de l'Academisch Ziekenhuis (hôpital universitaire) et y déposa dix grands sacs contenant des cadavres. Un soldat fut placé en faction. Peu de temps après, des membres du personnel du service d'urgence, des docteurs et des infirmières de l'hôpital écartèrent le garde et pénétrèrent dans la morgue, où ils virent les cadavres.

La rumeur selon laquelle les cadavres des personnes arrêtées se trouvaient à la morgue se répandit rapidement et vers 10 h 30 des centaines de personnes s'étaient rassemblées devant l'édifice. Le garde qui en interdisait l'entrée s'efforça de disperser la foule en tirant des coups de feu en l'air.

Selon une source de renseignements, Desi Bouterse, interrogé au sujet des cadavres qui se trouvaient dans la morgue, aurait déclaré à certaines personnes qui sont ou ont été en contact direct avec lui : "je les ai tués" et, à une autre occasion : "ce n'était pas prévu, mais la situation nous a échappé".

Le même matin, vers 11 heures, Bouterse réunit les chefs militaires et leur donna une explication des événements. Certains des militaires qui exprimèrent leur désaccord avec ce qui s'était passé ont par la suite été démis de leur fonction ou ont démissionné de leur propre initiative. Le Gouvernement Neijhorst a démissionné le 9 décembre. Le Prédident par intérim, Ramdat Misier, a fait de même le 10 décembre. Ce n'est que le soir du 9 décembre que les autorités annoncèrent officiellement à la télévision que certains de ceux qui avaient été arrêtés avaient péri de mort violente. Le même soir, Bouterse apparut à la télévision pour annoncer que "certaines" des personnes arrêtées avaient été tuées alors qu'elles cherchaient à s'échapper pendant leur transfert de Fort Zeelandia à la caserne Memre Boekoe.

Dans un communiqué officiel publié par le service gouvernemental d'information, les autorités ont déploré que plusieurs personnes, qualifiées de conspirateurs, soient mortes, notamment parce que parmi elles figuraient "les principaux instigateurs du coup d'Etat prévu", dont il n'avait pas été possible de mener à bien l'interrogatoire. Selon le "Ware Tijd" du 10 décembre, "c'est probablement la raison pour laquelle on ignore les détails de cette importante tentative de coup d'Etat."

Le vendredi 10 décembre, depuis le début de l'après-midi jusqu'à 17 heures, les familles furent autorisées à identifier les cadavres, ce qu'un certain nombre d'entre elles apprirent d'autres sources. Tous les contacts entre les familles et Fort Zeelandia se sont effectués par l'intermédiaire du commandant Ruimveldt. Les gardes en faction à l'entrée de l'hôpital laissaient entrer les familles une à une, à intervalles donnés. A l'occasion, des douzaines de spectateurs parvinrent à s'introduire avec les familles. A l'entrée de la morgue, la même scène se répétait à chaque fois, si ce n'est qu'en un premier stade deux membres de chaque famille étaient autorisés à identifier le cadavre et qu'ensuite le reste de la famille et des spectateurs pénétraient à leur tour dans les lieux. Une fois la victime identifiée, un sparadrap portant son nom était collé sur son front.

Les quinze cadavres étaient alignés sur des tables occupant deux pièces communicantes. Ils étaient recouverts jusqu'à la hauteur du visage par des draps que certains témoins ont réussi à soulever.

Un nombre restreint de gens ont eu accès à la morgue le samedi et le dimanche. Plusieurs familles ont été informées par Ruimveldt qu'elles devaient préparer l'enterrement pour le dimanche 12 décembre, apprenant à ce moment seulement qu'elles étaient autorisées à s'occuper des funérailles dont il avait été assuré, jusqu'alors, qu'elles seraient organisées par l'Etat.

Le lundi matin, toutes les familles ont été informées que les funérailles auraient lieu le jour même vers 14 heures et que tous ceux qui ne l'avaient pas encore fait devaient apporter sans tarder à la morgue les vêtements dans lesquels ils souhaitaient inhumer les morts, ainsi que les cercueils. A partir de 13 heures environ, les familles

ont été autorisées à dire adieu à leurs morts. Elles ont également assisté à la fermeture et au plombage des cercueils. L'heure des funérailles a été plusieurs fois retardée. Entre 16 heures et 17 heures, les cercueils sont arrivés aux différents cimetières. Baboeram, Oemrawsingh, Rambocus, Sheombar, et Sohansing ont été enterrés à Sarwa Odai; Behr, Daal, Kamperveen et Wijngaarde à Annetteshof; Goncalves, Leckie et Slagveer au cimetière catholique romain et Hoost, Rahman et Riedewald à Mariusrust. Des milliers de personnes ont assisté aux funérailles qui ont été extrêmement brèves en raison du couvre-feu. Les cadavres n'ont pas été embaumés avant d'être enterrés et il n'y a pas eu d'autopsie. Pour autant que l'on sache, les actes de décès délivrés par les autorités locales portent la date du 9 décembre. Depuis les funérailles jusqu'au vendredi 17 décembre, les tombes ont été gardées par la police le jour et par l'armée la nuit.

LES VICTIMES ET LES BLESSURES QU'ELLES ONT SUBIES

Les quinze personnes dont les noms suivent ont été tuées :

John Baboeram, avocat.

Bram Behr, journaliste, rédacteur en chef de l'hebdomadaire "Mokro".

Cyrril Daal, président du Moederbond, le plus grand syndicat du Suriname.

Kenneth Goncalves, doyen de l'Ordre des avocats du Suriname.

Eddy Hoost, avocat, ancien Ministre de la justice.

André Kamperveen, homme d'affaires, ancien Ministre de la culture et des sports, propriétaire de la station de radio A.B.C.

Gerard Leckie, 38 ans, doyen de la faculté des sciences socio-économiques de l'Université du Suriname.

Suchrin Oemrawsingh, professeur à l'Université du Suriname, directeur du Centre d'informatique.

Leslie Rahman, journaliste pour l'agence de presse C.P.S.

Soerindre Rambocus, né le 5 juin 1953, officier, condamné à douze ans de prison pour avoir participé à la tentative de coup d'Etat de mars 1982.

Harold Riedewald, avocat.

Jiwansingh Sheombar, officier, condamné pour avoir participé à la tentative de coup d'Etat de mars 1982.

Jozef Slagveer, journaliste, propriétaire de l'agence de presse Informa.

Somradj (Robby) Sohansing, homme d'affaires.

Frank Wijngaarde, né le 14 août 1939, journaliste de nationalité néerlandaise travaillant pour la station de radio A.B.C.

Comme on l'a dit ci-dessus, des centaines de personnes, dont des médecins, ont vu les cadavres à la morgue. Le récit ci-après repose sur le témoignage des personnes qui se trouvaient à la morgue entre le 9 et le 13 décembre 1982 et qui ont vu les victimes. La plupart des cadavres portaient des traces de sévices graves à la face, notamment des traces de coups de poing et de coups portés avec des objets lourds. Les experts et ceux qui, par leurs fonctions, sont appelés à être en contact avec des victimes d'actes de violence ont déclaré que la plupart des coupures à la face avaient été causées par un objet dur, ni trop pointu, ni trop rond, une crosse de fusil par exemple. En outre, tous les cadavres sans exception portaient des traces de blessures par balle dans la poitrine, l'abdomen, le visage ou les membres. Des témoins ayant l'expérience des armes à feu et des blessures qu'elles causent ont indiqué que les blessures par balle qu'ils avaient constatées dans la poitrine et l'abdomen des victimes avaient de toute évidence été causées par l'impact des balles, ce qui signifie que les victimes avaient été abattues de face.

Au moment des faits, on s'est efforcé de dissimuler les blessures, notamment en suturant les plaies et en appliquant des pansements sur les blessures faciales, en particulier sur les blessures par balle.

Outre les blessures de caractère général décrites ci-dessus, les cadavres des victimes portaient les traces de sévices suivantes :

John Baboeram avait été cruellement et gravement blessé à la face. Sa mâchoire supérieure était brisée. Toutes ses dents, sauf une, à la mâchoire supérieure droite, avaient été repoussées vers l'arrière à force de coups et ses lèvres étaient complètement écrasées. Il portait une entaille horizontale au front. En outre, une blessure par balle était visible sur le côté gauche de son nez, laquelle a été par la suite recouverte d'un pansement. Il avait également des blessures et des coupures aux joues et avait eu des hémorragies internes. Selon un témoin, il avait aussi une coupure à la langue.

Bram Behr présentait des traces de blessures à la face et de blessures par balle dans la poitrine et aux pieds.

Cyriil Daal portait des traces de blessures par balle à l'abdomen et plusieurs blessures à la face. Deux témoins font état de blessures aux yeux en général; un témoin mentionne le nom de Daal à cet égard. Selon deux sources, le scrotum de l'une des victimes avait été emporté par une balle; un autre témoin indique que Daal avait été émasculé. On fait état également de fractures aux bras et aux jambes.

Kenneth Goncalves portait des blessures à la face, et son nez était fracturé. Un témoin dit avoir vu une douzaine de blessures par balle sur sa poitrine.

Le visage d'André Kamperveen était tuméfié et il avait des blessures à la mâchoire, qui était sans doute disloquée. On a relevé quelques 18 traces de blessures par balle sur sa poitrine. En outre, il avait une fracture du fémur. Un témoin fait état d'une fracture du bras. Un autre indique qu'il avait reçu une balle dans la tempe droite.

Gerard Leckie présentait des traces d'hémorragie interne à la face. Un témoin fait état de blessures par balle à la poitrine.

Etant donné les circonstances, le visage de Suchrin Oemrawsingh était relativement intact. Il avait une petite blessure à la joue droite et une autre plus importante, à la tempe droite, sous les cheveux, qui a été par la suite recouverte d'un pansement.

Leslie Rahman avait des entailles et des coupures à la face et des bosses sur le front. Un témoin indique qu'une partie de la peau avait été arrachée en haut des cuisses.

Surindre Rambocus avait des coupures béantes à la face et de petites entailles sur les lèvres et au-dessus de l'oeil droit. Son corps était criblé de balles du pied gauche jusqu'au cou et en travers de l'abdomen. Son visage était tuméfié.

Harold Riedewald avait une blessure par balle à la tempe droite et de graves blessures avec hématomes sur le côté gauche du cou. Un témoin indique que sa poitrine portait la trace d'une douzaine de blessures par balle.

Le visage de Jiwansingh Sheombar était tuméfié et noirci par une grave hémorragie interne. Il était en outre sérieusement blessé à la mâchoire droite. Une balle lui avait été tirée dans le cou vers le haut et une autre dans la boîte crânienne. La poitrine et l'abdomen étaient criblés de balles qui reproduisaient le dessin d'une croix.

Le visage de Jozef Slagveer était tuméfié et portait la trace de nombreuses hémorragies internes, notamment sur le côté gauche. Il avait également une blessure à la mâchoire.

Somradj (Robby) Sohansing portait des traces de blessures à la face. Ses dents avaient été repoussées vers l'arrière à force de coups et l'un des os malaires était fracturé. Il avait en outre six blessures par balle dans la poitrine et l'abdomen.

Frank Wijngaarde avait une mâchoire fracturée. Ses dents avaient été repoussées vers l'arrière à force de coups. Il portait des traces de blessures par balle dans la poitrine et au visage.

CONCLUSION

Il ressort des témoignages ci-dessus que les quinze victimes, 14 Surinamais et un Hollandais, ont été cruellement torturées et délibérément assassinées.